

## DU VILLAGE A LA PLANTATION, QUI S'ADAPTE ?

J. MASSARD  
CNRS - E.R. 297

Sans franchir les frontières d'un pays - la Malaisie -, ni même celles d'une ethnie - les Malais -, je suis passée d'un contexte dit traditionnel, le village, à celui, plus contemporain, d'un centre de migration planifiée, et je me suis crue forte d'une expérience. La pratique de la langue et la familiarité culturelle m'ont certes aidée, mais je me suis trouvée privée du confort de la monographie. L'objet-village se laisse appréhender en partie grâce à la masse de littérature accumulée par d'autres chercheurs, en partie grâce à la "cohérence" qu'on attribue à ce type de formation sociale, cohérence qui apparaît bien vite liée au fait qu'on immobilise l'objet d'étude dans le temps et qu'on l'isole du tissu global du pays. On se conforte quant à l'authenticité des observations en se glissant dans le rôle bien rôdé de l'"observation participante".

Un historique rapide de la démographie villageoise et le relevé de trois généalogies détaillées avaient montré qu'entre 1968 et 1978 (date du début de la première enquête), la communauté avait perdu un tiers de ses habitants. Ils étaient partis dans différents "projets" (en malais *rancangan*) pour la plupart situés dans leur Etat d'origine, le Pahang. J'ai voulu savoir ce qu'il était advenu d'eux, et je les ai suivis dans un centre de migration planifiée.

Jusqu'à une date récente, les acquis cités au début ont été davantage un obstacle qu'une aide dans la compréhension de la situation nouvelle où je me trouvais plongée. Confrontée à un groupe constitué de

toutes pièces pour répondre à des objectifs politiques (ROKIAH TALIB, 1983) et macro-économiques (Mac ANDREWS, 1982) qui le dépassent, et formés de cellules familiales coupées de réseaux villageois, je l'ai supposé par voie de conséquence privé de cohérence et de dynamisme internes, maintenu en "respiration artificielle" par la présence et l'action coercitive de l'agence organisatrice. Mes a-priori se nourrissaient aussi du constat d'absence de la totalité de l'organisation socio-économique et du recul de certaines des pratiques rituelles que je connaissais. En sus des obstacles résumés ci-dessus, il en est d'autres inhérents à la situation : alors qu'au village, j'avais pu réellement *participer* des activités de production économique ou rituelle parce que celles-ci étaient le fait d'une complémentarité des genres, l'observation participante est quasiment exclue des centres de migration. En effet, la discrimination hommes/femmes devient rigide, les femmes sont confinées à la sphère domestique et, par la faible latitude d'action qu'il leur reste en matière d'échanges ou de rituels, elles ont un impact réduit sur la vie communautaire. Les hommes sont les seuls producteurs, et contrôlent aussi toute la sphère politique et religieuse : il est hors de question que je trouve ma place dans l'un ou l'autre de ces domaines d'activité. Je me trouve refoulée dans le domaine féminin, une source alternative d'informations étant les entretiens assez formalisés avec les colons de sexe masculin, ou avec les représentants (masculins) de l'agence de développement.

Au fil de sept mois (1) de présence relativement marginale mais obstinée, ma maigre expérience me conduit d'une part à admettre le succès global de cette opération de développement, d'autre part à élaborer de nouveaux outils méthodologiques pour rechercher les bases de ce qui apparaît comme des formations sociales originales : tout en étant classés dans le monde rural, ce ne sont plus des villages, et ce ne sont pas non plus des noyaux de peuplement urbain.

Cette recherche est encore en cours mais je pense être entrée dans une phase où je la conduis de manière plus efficace, parce que plus modeste, mais aussi plus ouverte. Je suis consciente de mes limites, et de celles propres à une micro-étude menée par un représentant d'une seule discipline. Il y manque la coopération d'autres intervenants à diverses échelles, non seulement des observateurs formés à d'autres méthodes, mais d'autres informateurs que les colons eux-mêmes (les concepteurs du projet, les

décideurs de l'Etat et des personnages-clés à l'échelon régional). C'est seulement alors qu'on pourrait prétendre évaluer l'impact tous azimuts de ces formes de développement. On aura compris que l'exposé qui suit n'est pas un bilan d'une intervention étatique dans l'agriculture malaisienne, mais la présentation encore partielle de données ethnographiques relevées dans un centre de migration ; elle associe un double itinéraire, le mien propre et celui des colons.

## I. L'ORGANISATION D'UN CENTRE FELDA.

### 1. Historique.

La Malaisie est une fédération de treize Etats répartis sur deux territoires, la Malaisie occidentale ou péninsulaire qui en compte onze, et la Malaisie orientale comprenant les Etats de Sabah et Sarawak sur la partie nord-ouest de l'île de Bornéo. Sur les 14 millions d'habitants du pays, la moitié correspond à la population considérée comme autochtone (Aborigènes, mais surtout Malais), l'autre moitié aux communautés dites étrangères (Indiens et surtout Chinois) bien que certains groupes se soient installés dans le pays dès le XVIIIème siècle.

Jusqu'à l'indépendance en 1957, l'économie reposait essentiellement sur l'exportation de produits bruts (étain et caoutchouc naturel). Pendant les trente dernières années, le pays a amorcé une industrialisation et a diversifié les bases agricoles (COURTENAY, 1984) par un effort double, renforcement de l'agriculture *in situ* visant à un accroissement de la production vivrière, et mise en place d'une agriculture de rente avec introduction de nouvelles espèces (palmier à huile, cacao, café). Les Malais sont peu représentés dans le secteur industriel mais dominant les secteurs tertiaire et primaire. Ils sont donc les bénéficiaires exclusifs des stratégies fédérales en matière foncière et agricole (ABU HASSAN OTHMAN, 1985).

La création de FELDA (Federal Land Development Authority) en 1956 répondait à une situation foncière bloquée (RUDNER, 1979:30-31) : retard dans l'attribution des titres de propriété, accroissement du faire-valoir indirect, et à une pauvreté rurale aigüe. En trente ans, l'agence -

s'inspirant d'une expérience africain (GAITSKILL, 1959) - a ouvert près de 250 centres de colonisation agricole couvrant plus de 600 000 ha, et y a installé près de 100 000 familles. Sélectionnés par un système de points (en fonction de l'âge, du nombre d'enfants, de l'absence de potentiel foncier, et d'une éventuelle expérience dans l'agriculture) dans le cadre d'entretiens, les colons proviennent des différents Etats de Malaisie occidentale, et sont surtout d'origine rurale.

A leur arrivée dans le centre, ils se voient attribuer par tirage au sort un lot de 4 ha planté en palmiers à huile (2) et une maison construite par les soins de l'agence sur un lot de 2000 m<sup>2</sup>. L'agence a également veillé à la mise en place de branchements d'eau et, dans un nombre de plus en plus fréquent de cas, d'électricité. La zone résidentielle est équipée d'écoles (primaire, et parfois secondaire), d'un centre de soins avec une sage-femme en résidence (et parfois des infirmiers), d'une mosquée, d'une salle de réunions et d'une épicerie coopérative. Une autre agence fédérale a construit une rangée de magasins loués et gérés par des colons comme petits cafés ou épiceries. FELDA est représenté dans chaque centre par une équipe d'encadrement d'environ quinze personnes : un directeur, un sous-directeur, des techniciens et des employés.

Bukit Kuantan, le centre où je travaille, compte 449 familles de colons, réparties en deux phases. La phase I (328 colons) couvre 1320 ha et est divisée en quinze blocs (groupes de production et de résidence) ; le défrichement a commencé en 1969, la plantation des arbres en 1970, et l'installation des colons en 1973. Pour la phase II, les chiffres et dates sont les suivants : 121 colons, 493 ha, 6 blocs, défrichement en 1970, plantation en 1971, installation en 1974.

## *2. L'organisation du travail.*

Chacun des 21 blocs compte de 19 à 26 lots (un par exploitant) ; chaque colon est responsable de l'exploitation et de l'entretien de sa plantation, selon un calendrier planifié et affiché par les techniciens FELDA. La cueillette des régimes de fruits implique deux à trois passages par mois selon la saison, et l'entretien exige l'épandage d'engrais et de pesticides livrés par l'agence mais débités sur le compte des colons. Le

chargement des fruits et leur transport à l'usine de traitement sont faits par petites équipes de trois ou quatre exploitants. L'entretien des routes d'accès est fait sur la base du bloc, avec la participation obligatoire de tous les membres.

Selon les colons, l'exploitation de 4 ha de palmiers à huile exige de 15 à 17 journées de travail pendant les quatre mois de forte production (octobre à janvier), de 8 à 10 journées pendant les huit autres mois. Les techniciens de l'agence, se basant sans doute sur des journées de travail plus longues, affirment que 12 et 7 jours suffisent respectivement.

Les lots d'un bloc forment une zone continue et la redistribution des profits est faite sur une base collective : la totalité des fruits collectés est pesée puis divisée en autant de parts qu'il y a de membres dans le bloc, sans compenser individuellement la qualité et la quantité de travail investies dans chaque lot. Cette égalisation du revenu à l'intérieur de chaque bloc repose sur un système de discipline collective que j'ai développé par ailleurs (MASSARD, 1984).

En s'installant dans le centre, les colons s'engagent à rembourser à l'agence une dette qui en 1984 s'élevait à 51.000 dollars malaysiens (environ 150.000 Fr.) et qui couvre les frais de défrichage, de mise en culture, et de construction des maisons. A ces mensualités s'ajoutent des frais permanents comme la taxe foncière et le coût des intrants. Chaque mois le colon encaisse le solde diminué du crédit consenti à l'épicerie coopérative et de sa contribution aux frais de fonctionnement du bloc.

A la création de FELDA, il avait été annoncé que les colons constitueraient un groupe de petits propriétaires terriens (cf. par exemple, SINGH, 1968). Un nombre grandissant de conditions est venu nuancer l'intention initiale : la terre ne peut être ni vendue, ni louée, ni divisée. Dans quelques uns (3) des deux cents centres existants, les colons se sont vus attribuer un titre de "propriété" (ainsi restreinte) collective, sur la base du bloc ; dans l'ensemble des centres, ce qui est actuellement un droit d'exploitation peut être transmis à un fils (biologique ou adopté) ou à un gendre.

## II. LES ACTIVITES COMPLEMENTAIRES.

Nous avons évoqué les exigences en temps-travail de l'exploitation. Il en découle un surplus de temps libre (4) qui s'avère être utilisé de diverses manières mais dont le résultat global est un plus pour les colons et pour l'agence. Précisons tout d'abord que plus de la moitié des colons (environ 60%) se satisfont des revenus de leur lot, certains épargnant pendant la période de forte production pour alimenter le budget domestique pendant le reste de l'année, d'autres faisant de la précarité un mode de vie. Parallèlement, parmi ceux qui s'adonnent à d'autres activités, certains le font par choix (notamment pour ne pas accomplir eux-mêmes le travail de plantation), d'autres le font comme un pis-aller pour consolider leur budget.

Parmi les 180 maisonnées qui ajoutent d'autres revenus à celui de la plantation, les combinaisons sont variées et d'autant plus difficiles à observer qu'elles n'ont pas forcément une régularité dans le temps (l'éventail est néanmoins limité par le manque de spécialisation professionnelle des colons et leur faible degré de scolarisation) ; certaines impliquent un revenu mensuel régulier ; c'est le cas pour les 12 colons occupant des emplois de gardiens de nuit dans des entreprises commerciales ou industrielles de Kuantan, la ville voisine. La plupart d'entre eux continuent à assurer leur travail de plantation. Il en est de même pour les 13 colons qui travaillent régulièrement dans des chantiers de construction de la région (5). Quant aux 41 commerçants installés sur le projet, ils délèguent souvent l'exploitation de leur lot à une main d'oeuvre qui, lorsqu'elle n'est pas familiale (fils adolescents ayant abandonné leurs études), est recrutée parmi d'autres colons, ou parmi des travailleurs migrants indonésiens ; les services sont rémunérés à la pièce. C'est le même type de main d'oeuvre qui permet aussi à certains colons (24 au total) d'être chauffeurs de camions ou d'autobus, ou à 3 autres de continuer à occuper un emploi de mineur à la mine d'étain voisine. Quelques colons -7- ont aussi acheté, soit individuellement soit en coopérative, des camions servant au transport des fruits à l'usine de traitement. A cela, il faut ajouter les 25 colons qui retirent un revenu complémentaire de l'élevage (6), soit en faire-valoir direct, soit en métayage. Enfin, 32 femmes de colons apportent des ressources annexes en assistant le commerce familial, en prenant des travaux de couture à domicile ou en s'employant comme ouvrières d'usine, ou comme

journalières dans des plantations privées.

Cette multiplicité de travaux complémentaires a diverses conséquences. Elle permet tout d'abord l'expression de penchants individuels : les moins ambitieux sont assurés de ressources suffisantes, les plus dynamiques peuvent exploiter leur potentiel d'énergie (7). Elle induit aussi une insertion plus profonde dans l'économie régionale (accroissant le potentiel de consommation des colons), et fournit aussi une raison supplémentaire de rester à ceux qui ne se satisfont pas des revenus officiels du projet. Elle aide à traverser la période de moindre production aux moins prévoyants, et surtout elle contrebalance en partie le risque inhérent à une monoculture menacée par les aléas du marché mondial.

Notons cependant que pour un certain nombre de maisonnées, cela n'implique pas un niveau de vie supérieur à celui des "colons-seulement" qui gèrent bien les revenus de la plantation, l'excédent de revenus parvenant tout juste à compenser des habitudes dispendieuses (8). Pourtant, pour la plupart des familles disposant de ressources complémentaires, il en résulte une relative aisance qui se matérialise notamment par des travaux d'amélioration du domicile. Quand on sait que le colon qui abandonne le projet ne peut prétendre ni au remboursement des mensualités déjà versées à l'agence ni à une compensation des frais d'aménagement investis dans la maison, on comprend que les raisons de rester dans le centre sont plus fortes.

La possibilité de sous-traitance entraîne en outre l'apparition d'un groupe de colons non exploitants, certains engagés, dans le commerce, depuis leur installation dans le projet dans le commerce n'ayant jamais exploité leur lot. Cela va de pair avec l'établissement de rapports employeur/employé entre certains colons qui diversifient le tissu socio-économique et annulent l'uniformité et l'égalité initiales : les colons retrouvent une situation de dépendance et de hiérarchie qui leur est familière. Enfin, grâce aux plus motivés d'entre eux, les colons disposent sur place de services qui facilitent leur vie de tous les jours dans le centre.

### *III. ADAPTATION ET INNOVATION.*

Je voudrais tout d'abord revenir ici sur certains principes de l'organisation d'un centre FELDA qui me semblaient être au départ des sources

sinon de faiblesse, au moins de vulnérabilité parce qu'ils faisaient appel à des valeurs soit totalement absentes de la société villageoise, soit contradictoires avec des conceptions qui y ont cours.

Ces principes relèvent en premier lieu de l'organisation du travail ; qu'il s'agisse d'activités individuelles ou collectives, elles présentent un caractère coercitif absolument inconnu de l'économie villageoise et impliquent un système de sanctions que doivent s'imposer les colons entre eux ; on s'attendrait à voir là un fort potentiel de conflit. Elles reposent en outre, nous l'avons dit, sur une monoculture exclusive également étrangère aux traditions villageoises, et dont les observateurs se plaisent par ailleurs à souligner le danger en termes économiques. L'économie du centre exclut les productions vivrières (9) dont l'obtention est sous-tendue par des pratiques multiformes d'entraide spontanée. L'exploitation du caoutchouc naturel et plus encore de l'huile de palme supposent un travail essentiellement solitaire ; or les tendances individualistes du villageois malais lui laissent, nous venons de le dire, l'*option* du partage du travail. Le calendrier de travail du centre contraint à la régularité et à l'assiduité, comportements dont l'absence a été souvent notée dans l'agriculture villageoise (Syed HUSSEIN ALATAS, 1977). Comme nous l'avons souligné plus haut, la nature et l'organisation du travail marginalisent les femmes qui, dans le contexte villageois, ont une part importante, sinon prépondérante dans la vie économique et rituelle, notamment par le biais des échanges.

L'accès à la terre, sans être encore clairement défini, est loin d'équivaloir au titre de propriété que les colons étaient venu chercher. Comme le notait J.P. RAISON (1968), le foncier est "immobilisé". Plus généralement, la notion d'une égalité de départ (même surface pour chaque colon) est tout à fait absente du foncier traditionnel.

Quant au mode de recrutement des colons, il ne s'apparente en aucune façon au processus historique de constitution des colonies spontanées qui mettaient en jeu 1) la personne d'un leader et 2) des liens de parenté, et prenait en compte des facteurs topographiques et écologiques (vallées fluviales ou zones côtières). L'implantation d'un centre FELDA dépend de données physiques, mais elles sont généralement subordonnées à des éléments politiques et économiques ; de plus, elle rassemble des familles atomisées liées apparemment par la seule décision de migrer. Enfin, la présence de

de l'agence ne se manifeste pas seulement dans les contraintes de production, mais aussi par une omni-présence générale ; d'une part, l'agence est l'arbitre d'éventuels conflits entre les colons, et d'autre part elle réduit considérablement l'autonomie politique du centre. Les colons ne sont pas majoritaires dans les organes consultatifs qui président à la vie du projet, et jouissent de peu de voix officielles pour exprimer leurs demandes et griefs.

Pourtant, les signes apparents de réussite et de stabilisation sont indéniables. Tout d'abord, les colons restent : les abandons peu nombreux (10) sont largement compensés par un nombre toujours croissant de postulants (11). Le modèle FELDA exerce une forte attraction sur les foyers démunis. Il est intéressant de constater que les colons eux-mêmes contribuent à diffuser une image de bien-être dans leur entourage familial : sur un échantillon de 65 maisonnées de Bukit Kuantan, 13 % seulement ne comptaient aucun membre de leur proche parentèle (germains, ascendants ou descendants directs de l'un des conjoints) installé dans un centre FELDA.

L'observation des conditions matérielles d'existence montre une amélioration sensible du niveau de vie ; arrivés avec une ou deux valises il y a une dizaine d'années, tous les colons ont aujourd'hui une moto, près de 14 % d'entre eux ont une voiture, les maisons ont été agrandies, leur confort amélioré, et toutes comptent du mobilier et un téléviseur (couleur dans la plupart des cas). Certaines cuisines sont équipées d'une cuisinière, d'un réfrigérateur et d'une machine à laver, toutes commodités absentes de l'écrasante majorité des maisons villageoises. Là ne résident pas les seuls acquis : bien que les revenus souffrent de variations saisonnières, les colons sont assistés notamment par la possibilité d'obtenir les nécessités de base à crédit à l'épicerie coopérative ; ces marchandises sont d'ailleurs parfois re-négociées par des voies officieuses et apportent ainsi la liquidité qui fait souvent cruellement défaut entre deux récoltes villageoises. On comprend ainsi que la culture de plantes vivrières cesse de devenir une nécessité : tout (ou presque) peut s'acheter.

Le flou maintenu par FELDA quant à la situation foncière ne semble pas préoccuper les colons : assurés qu'ils sont d'un revenu, sinon régulier, du moins confortable, ils n'exigent aucune certitude concernant l'appropriation de la terre.

Bien que l'encadrement fasse lourdement sentir sa présence, il est

toléré comme une condition nécessaire à la réussite économique ; l'agence délègue d'ailleurs une partie de son autorité aux colons eux-mêmes. La surveillance collective que cela implique est exercée avec une relative souplesse -en vertu des normes qui président traditionnellement aux rapports sociaux, les affrontements directs sont évités, épargnant ainsi les susceptibilités- et une efficacité certaine : les colons par trop réfractaires à la discipline inhérente au système n'ont d'autre alternative que l'abandon, et le consensus se trouve ainsi maintenu.

L'absence de représentation politique officielle n'a pas les conséquences qu'on pourrait redouter, est palliée là encore par des formes traditionnelles de pression, quand ce n'est pas de résistance : les griefs éventuels sont transmis aux responsables de l'agence en respectant les relais hiérarchiques que sont les représentants de bloc (colons eux-mêmes), et les employés et techniciens FELDA. C'est seulement quand la gravité du problème empêche les échelons intermédiaires d'y apporter une solution qu'il est exposé au directeur du centre. Les conflits, sans être toujours résolus, sont canalisés et mettent rarement en danger les rapports sociaux ou les objectifs économiques. Les colons disposent d'ailleurs d'une arme de poids auprès des dirigeants : c'est leur potentiel électoral. Bien que FELDA ait des liens très étroits avec le parti au pouvoir, le parti d'opposition a des moyens de s'appropriier les voix des colons, numériquement non négligeables.

Si l'installation dans le centre implique des rôles économiques clairement définis pour les colons de sexe masculin, la conception du projet est moins explicite quant à la place des femmes : on s'attend à ce qu'elles remplissent leurs fonctions stabilisatrices, et qu'elles assurent la reproduction biologique et sociale du groupe. L'agence s'efforce de les enrôler dans des activités collectives (religieuses, artisanales ou ménagères) pour en faire de meilleures Musulmanes et de meilleures femmes au foyer : le fait qu'elles soient des participantes réticentes est dû au rejet de la formule "cours", mais n'implique pas une remise en question des rôles dans lesquels on veut les cantonner. Le fait d'être écartées des activités de production de par la nature du travail, ou des instances consultatives, n'est pas perçu comme une régression par rapport à la situation villageoise : les femmes de colons sont satisfaites de ne pas avoir à travailler (personne ne regrette le travail de la terre toujours vécu comme dégradant), et de bénéficier d'un niveau de vie supérieur à celui de leurs parentes restées au

village. Elles sont de fait enviées par celles-ci qui aimeraient pouvoir passer de longs moments à bavarder ou à regarder la télévision !

De plus, le recul statuaire et la minorisation religieuse accrue des femmes ne doivent pas être attribués à la volonté de l'agence de développement ; ils sont bien davantage le produit d'une poussée fondamentaliste qui traverse l'ensemble de la société malaise. Cette poussée, canalisée par le parti d'opposition, n'est pas encouragée par le parti au pouvoir qui essaie en réalité de la contenir ; elle est reçue à Bukit Kuantan comme dans le reste du pays, c'est-à-dire comme l'expression de l'identité ethnique malaise et se manifeste dans un nombre encore minoritaire de familles par un retour à des pratiques islamiques rigides. Elle se combine à une ségrégation des genres introduite plus ou moins volontairement par l'agence pour produire de nouveaux rapports sociaux qui semblent satisfaire les colons et leurs compagnes.

Quant à l'absence de liens de parenté entre les maisonnées, elle a certes des répercussions sur le tissu social, mais celles-ci ne sont pas forcément déstabilisatrices ; les rapports avec la parentèle proche, toujours très valorisés verbalement, tendent à se distendre dans les faits (12). Ils sont en grande partie relayés par deux types de liens, le voisinage immédiat, et l'appartenance au bloc. Dans la vie de tous les jours, c'est vers les voisins qu'on se tourne en cas de besoins, c'est avec eux qu'on échange de la nourriture, même si ce type d'échanges est beaucoup moins développé qu'au village. Le bloc intervient comme soutien moral en cas de crise, et comme soutien financier et comme source de main-d'oeuvre lors des rituels de mariage.

De fait, l'expérience ayant rapidement montré qu'un tel support pouvait ne pas suffir, les colons ont spontanément constitué des associations de mariage qui se chargent, par des modalités nouvelles, d'aider à franchir cette étape cérémonielle. Il apparaît par ailleurs que certains personnages émergent rapidement pour remplir des fonctions communautaires essentielles. Il s'agit de la "sage-femme de village" (par opposition à la sage-femme du gouvernement en poste au projet), du *bomoh* (chamane), des hommes pieux, et des "hommes forts" -*orang kuat*- ces derniers étant souvent des "colons-ayant-réussi".

Ces individus sont comme au village bénéficiaires d'invitations, de dons de nourriture, ou de services à sens unique, certains d'entre eux (en

particulier les "hommes forts") étant sollicités pour des prêts -pas toujours honorés par la suite-, ou pour des intercessions auprès de politiciens influents.

Les objectifs et les activités économiques partagés et la cohabitation semblent recréer un ciment complexe car les fonctions officieuses s'articulent avec celles de fonctionnaires postés dans le centre (professeur de religion, sage-femme du gouvernement, enseignants laïcs, cadres FELDA, et *imam*, lui-même un colon) et qui, eux aussi, jouissent d'un statut valorisé. Cette nouvelle communauté semble se passer fort bien des liens intégrateurs de la parenté (13), tout en respectant des valeurs traditionnelles telles que la hiérarchie, le pouvoir de la parole, le rayonnement de certaines fonctions, la solidarité communautaire et l'islam.

#### COMMENTAIRE.

En résumé, les centres de migration FELDA présentent des signes de dynamisme économique et de stabilité sociale. Ils montrent que les colons ont pu intégrer des éléments de la culture malaise pour recréer un nouveau tissu social ; bien qu'une certaine littérature ethnographique dépeigne la société rurale malaise comme paralysée par son attachement à la tradition, les migrants font preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'innovation. Il n'empêche que des ombres viennent nuancer l'image du succès. Certaines tiennent à la conception des projets, d'autres surgissent si on considère le rôle des projets dans la vie nationale.

Parmi les problèmes propres à l'organisation des centres, le mode de transmission du droit d'exploitation fait qu'un seul descendant -sur une moyenne statistique de 4- pourra en bénéficier, d'où ce qu'on appelle déjà le problème de la deuxième génération de colons. La succession n'en est qu'un volet ; les études récentes (MacANDREWS, *op. cit.* p. 16) montrent que la majorité des enfants d'exploitants ne terminent pas leurs études secondaires, et que rares sont ceux qui entreprennent une formation professionnelle. Ils viennent donc gonfler la masse des chômeurs alphabétisés (14), et sont souvent dans les projets à la source d'une délinquance pas toujours dissociée de la toxicomanie.

De plus, alors que l'encadrement était présenté initialement comme

une présence nécessaire mais temporaire, aucun des deux cents centres existants ne semble à ce jour pouvoir s'en dispenser. On voulait constituer un groupe d'exploitants autonomes, ils ne sont encore que des assistés installés dans la dépendance (MacANDREWS, *op. cit.* ; YUI HUEN KWAN, 1980). Cette situation n'est pas nouvelle, elle reproduit en réalité un rapport de la paysannerie malaise à l'Etat qu'on peut qualifier de traditionnel : observé dans les sultanats, il a survécu à la période coloniale et à l'indépendance (TUNGKU SHAMSUL BAHRI, 1981 : 137). Dans le cas des centres FELDA, son impact politique et financier doit être souligné ; consciente du problème, l'agence n'a pu jusqu'ici trouver de solution viable, c'est-à-dire qui assure la réussite économique. L'installation et le maintien des colons dans les centres FELDA continuent à coûter fort cher aux finances fédérales, mais compte tenu des options idéologiques des dirigeants malaysiens, un tel coût reste préférable au coût politique d'une réforme agraire. Le caractère dispendieux atteint d'ailleurs d'autres domaines : l'agence doit puiser dans des ressources foncières finies, donc précieuses, et la déforestation à grande échelle et la pratique d'une monoculture qui y fait suite ont des conséquences écologiques graves qui n'ont pas encore été enrayerées faute d'avoir été évaluées avec précision.

Enfin, la mise en place des centres a entraîné la formation d'un groupe socio-économique privilégié (15) si on le compare au reste - numériquement majoritaire- de la paysannerie : non seulement il correspond à un modèle élitiste de développement (JONES et RICHTER, 1982 : 4-5) que les pouvoirs publics ne peuvent par reproduire *ad finitum* mais il se manifeste comme un groupe de pression actif (PEACOCK, 1979 : 385) qui se fait entendre sur la scène politique. Les colons FELDA sont conscients de leur pouvoir et en usent pour exprimer des exigences que les dirigeants n'ont pas toujours les moyens de satisfaire ; les actions communes contribuent à renforcer un esprit de corps, et donc à assurer la cohésion du groupe.

#### NOTES

(1) Répartis sur 3 périodes d'enquête, en 1982, 84 et 85, toutes financées par le CNRS, en partie dans le cadre de l'Action Thématique Programmée sur "Mutations paysannes en Malaisie", dont je suis responsable.

(2) 80% des projets FELDA sont plantés en palmiers à huile, les autres sont encore tournés vers la production de caoutchouc naturel, la culture du cacao entrant pour moins de 10% dans les surfaces cultivées.

- (3) Il s'agit de centres implantés à la fin des années cinquante et où le capital a été remboursé par les colons.
- (4) La limite de 4 ha par exploitant a été fixée par l'agence car elle permet un revenu suffisant s'il est géré rationnellement, et parce que la disponibilité du pays en terres inoccupées est relativement limitée.
- (5) 50 colons disent en outre travailler de manière temporaire dans de tels chantiers.
- (6) L'ensemble du cheptel compte à Bukit Kuantan 210 bovins et 85 caprins.
- (7) Cet esprit d'entreprise a été noté dans d'autres centres (HO, 1965:II).
- (8) Dont le jeu -fléau culturel- n'est pas le moindre.
- (9) Bien que les femmes de colons soient encouragées à cultiver un jardin potager sur le lopin attenant à la maison, elles le font rarement. Par contre, elles sont nombreuses à cultiver des plantes d'agrément.
- (10) Alors que l'agence donne le pourcentage de 4,8% pour l'ensemble des projets, l'histoire courte de Bukit Kuantan donne 13%.
- (11) Je n'ai pas pu obtenir de chiffres récents, mais en 1975, les listes d'attente totalisaient 20 000 dossiers.
- (12) Les femmes de colons rentrent chez leur mère pour accoucher du premier et parfois du deuxième enfant, mais pour les naissances suivantes, elles restent au projet, invoquant la difficulté de laisser les aînés scolarisés.
- (13) Dans un autre travail (MASSARD, sous presse), nous avons d'ailleurs montré que le rôle de la parenté ne devait pas être surestimé, même en contexte villageois.
- (14) ... et exigeants, car habitués dans leur enfance à une relative aisance.
- (15) Rappelons aussi que seuls les Malais sont bénéficiaires et que cela pourrait aviver certaines frictions inter-ethniques (ABU HASSAN OTHMAN, op. cit.).

## BIBLIOGRAPHIE

- ABU HASSAN OTHMAN, "Land Development, Ethnicity and Positive Discrimination in Peninsular Malaysia : the case of FELDA", *Nusantara*, N° 9, juillet 1982:85-103.
- COURTENAY, P.P., "The diversification of Malaysian Agriculture, 1950-80 : objectives and achievements", *Journal of Southeast Asian Studies* XV, 1, Mars 1984:166-181.
- GAITSKILL, A., *A story of development in the Sudan*, Londres, Faber and Faber, 1959.
- HO, R., "Land Settlement projects in Malaysia : an assessment of the role of FELDA", *Journal of Tropical Geography*, XX, juin 1965:I-15.
- Syed HUSSEIN ALATAS, *The myth of the Lazy native* Frank Cass, Londres, 1977.
- JONES, G.W. et RICHTER, H.V. (eds), "Population resettlement programs in South East Asia", *Development Studies Center Monographs*, N° 30, Australian National University, Canberra 1982.
- Mac ANDREWS, C. "Land settlement policies in Southeast Asia", in Jones et Richter 1982:9-23.
- MASSARD, J., "De l'économie de subsistance à l'agro-industrie : les projets FELDA en Malaisie de l'Ouest", *Archipel* 27 (1984):31-44.
- "Kinship and exchange practices in a Malay village", in *Cognition and Social organization in Southeast Asia*, Kemp, J., & Hüsken, F., (eds), Verhandelingen, Royal Institute of Linguistics and Anthropology, Leiden, sous presse.
- PEACOCK, F., "The failure of rural development in Peninsular Malaysia", in JACKSON, J.C. & RUDNER, M., ASAA, *Southeast Asia Publications Series*,

Heinemann Educational Books, Kuala Lumpur, 1979:375-395.

RAISON, J.P., "La colonisation des terres neuves intertropicales", *Etudes rurales*, 31, juillet 1968:7-112.

ROKIAH TALIB, "The politics of land development in Malaysia", *Manusia Dan Masyarakat*, nouvelle série 4: 1-12, 1983.

RUDNER, M., "Introduction : Values and Issues in Malaysian Development", in JACKSON & RUDNER, 1979: 30-45.

TUNGU SHAMSUL BAHRAIN, "Review and evaluation of attempts to direct migrants to frontier areas through land colonization schemes" in Population Distribution Policies in Development Planning, *Population Studies* N° 75, United Nations, New York, 1981: 131-143.

SINGH, S., "An evaluation of three land development schemes in Malaya", *The Malayan Economic Review*, XIII, I: 99-100 (1968).

YUI HUEN KWAN, A., "Rural Development in Malaya. Issues and Problems Confronting MADA, FELDA and RISDA", *Southeast Asian Journal of Social Science* 8, 1&2, 1980: 64-86.